La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Juin 2009 : déficit budgétaire de 5,0 milliards de dollars

Le déficit budgétaire enregistré en juin 2009 s'élève à 5,0 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 1,6 milliard en juin 2008. Les revenus ont diminué de 2,7 milliards (13,1 %), principalement sous l'effet d'une baisse des rentrées au titre des impôts sur le revenu et de la taxe sur les produits et services (TPS). Les charges de programmes ont augmenté de 4,2 milliards (25,2 %), surtout à cause d'une hausse des prestations d'assurance-emploi et du soutien accordé au secteur de l'automobile. Les frais de la dette publique ont baissé de 0,3 milliard par rapport au même mois de l'exercice précédent, en raison d'une baisse du taux d'intérêt effectif moyen.

D'avril à juin 2009 : déficit budgétaire de 12,5 milliards de dollars

Les trois premiers mois de l'exercice 2009-2010 se sont soldés par un déficit budgétaire de 12,5 milliards de dollars, ce qui représente un recul de 13,3 milliards par rapport à l'excédent de 0,8 milliard dégagé lors de la même période de l'exercice précédent. Les revenus ont diminué de 5,3 milliards (9,1 %), principalement sous l'effet de baisses au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés ainsi que de la TPS. Les charges de programmes ont crû de 8,5 milliards (17,3 %), surtout à cause d'une hausse des paiements de transfert. Les frais de la dette publique ont reculé de 0,5 milliard d'une année sur l'autre sous l'effet de la diminution des taux d'intérêt.

La baisse de revenus et l'augmentation des dépenses découlent également des mesures annoncées dans le cadre du Plan d'action économique du Canada. Les résultats des trois premiers mois de l'exercice 2009-2010 sont conformes aux perspectives financières publiées le 16 juin 2009 dans *Le Plan d'action économique du Canada – Deuxième rapport aux Canadiens*, qui faisaient état d'un déficit budgétaire projeté de 50,2 milliards de dollars.

Juin 2009

Le déficit budgétaire enregistré en juin 2009 s'élève à 5,0 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 1,6 milliard en juin 2008.

Les revenus ont diminué de 2,7 milliards de dollars (13,1 %) pour s'établir à 18,2 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont reculé de 1,1 milliard de dollars (11,0 %) sous l'effet d'allégements fiscaux accordés, du recul de l'emploi et de la disparition de facteurs liés au calendrier qui étaient associés aux résultats d'avril et mai.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont baissé de 0,8 milliard de dollars (25,1 %), en raison d'une hausse des remboursements aux sociétés et d'une baisse des acomptes versés.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu – les retenues d'impôt des non-résidents – ont chuté de 0,1 milliard de dollars (32,6 %).
- Les taxes et droits d'accise ont baissé de 0,6 milliard de dollars (15,9 %) à cause d'un fléchissement de 0,6 milliard (25,1 %) des rentrées de TPS. Cette dernière étant une taxe à la valeur ajoutée, les rentrées nettes qu'elle génère peuvent varier d'un mois à l'autre en raison de différences entre le moment où la TPS est payable au gouvernement et celui où les crédits de taxe sur les intrants sont demandés. Cette diminution des rentrées devrait donc s'atténuer en bonne partie au cours des prochains mois. Les droits de douane à

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

l'importation ont baissé de 35 millions de dollars, les taxes sur l'énergie ont augmenté de 0,1 milliard, les autres taxes et droits d'accise ont progressé de 33 millions, et les revenus au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont reculé de 4 millions.

- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont crû de 40 millions de dollars (2,6 %). Le taux de cotisation est demeuré stable en 2009, à 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus sur opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 0,1 milliard de dollars (6,1 %).

En juin 2009, les charges de programmes se sont établies à 20,7 milliards de dollars, soit 4,2 milliards (25,2 %) de plus qu'en juin 2008. Cette hausse est largement attribuable à l'augmentation des prestations d'assurance-emploi et au soutien accordé au secteur de l'automobile.

Les paiements de transfert ont augmenté de 3,6 milliards de dollars (33,0 %) en juin 2009 par rapport au même mois de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,6 milliard de dollars (12,9 %). Les prestations aux aînés ont grimpé de 0,2 milliard (6,1 %). Les prestations d'assurance-emploi ont crû de 0,4 milliard (39,0 %) en raison d'une hausse marquée des prestations régulières. Quant aux prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, elles ont augmenté de 10 millions de dollars.
- Les principaux transferts aux autres administrations, qui englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux programmes sociaux (Transfert canadien en matière de santé et Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont diminué de 0,2 milliard de dollars (5,1 %). Cette variation est surtout attribuable au versement accéléré au titre du transfert de la taxe sur l'essence aux villes et aux collectivités du Canada pour l'exercice 2009-2010, qui a été effectué en avril 2009.
- Les subventions et les autres transferts ont augmenté de 3,2 milliards de dollars, en grande partie en raison du soutien accordé au secteur de l'automobile.

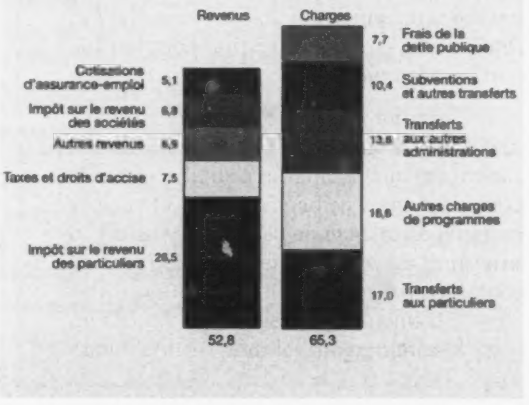
Les autres charges de programmes se composent des charges de fonctionnement des sociétés d'État et des ministères et organismes, notamment la Défense nationale, ainsi que les résultats de l'évaluation permanente des obligations de l'État. Ces charges ont crû de 0,5 milliard de dollars (9,6 %) d'une année sur l'autre, notamment à la suite d'un ajustement ponctuel en juin 2009, découlant d'une sous-estimation des coûts des régimes de pension en avril et mai 2009.

Les frais de la dette publique ont baissé de 0,3 milliard de dollars par rapport à juin 2008 à cause de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril à juin 2009

Les trois premiers mois de l'exercice 2009-2010 se sont soldés par un déficit budgétaire de 12,5 milliards de dollars, ce qui représente une détérioration de 13,3 milliards par rapport à l'excédent de 0,8 milliard dégagé pendant la même période de l'exercice précédent.

Revenus et charges
(avril à juin 2009)



Les revenus ont diminué de 5,3 milliards de dollars (9,1 %) pour s'établir à 52,8 milliards.

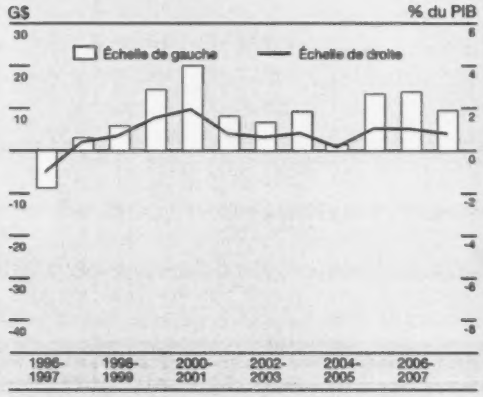
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont baissé de 1,4 milliard de dollars (4,9 %) en raison de l'incidence des allégements fiscaux accordés et de la baisse de l'emploi.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont chuté de 2,2 milliards de dollars (24,1 %) sous l'effet d'une hausse des remboursements jumelée à une diminution des acomptes versés.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu – les retenues d'impôt des non-résidents – ont progressé de 25 millions de dollars (2,0 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 2,1 milliards de dollars (22,2 %) de moins, surtout en raison d'une chute de 2,0 milliards (32,6 %) des revenus tirés de la TPS. Ce recul est beaucoup plus important que ne laissait entrevoir la diminution prévue de la consommation taxable. La TPS étant une taxe à la valeur ajoutée, les rentrées nettes qu'elle génère peuvent varier d'un mois à l'autre en raison de différences entre le moment où elle est payable au gouvernement et celui où les crédits de taxe sur les intrants sont demandés. Puisque les résultats à ce jour ne portent que sur trois mois de l'exercice, on s'attend à ce que cet effet s'atténue au cours des prochains mois. Les droits de douane à l'importation ont baissé de 0,1 milliard, les taxes sur l'énergie ont crû de 15 millions, les autres taxes et droits d'accise ont progressé de 21 millions et les revenus au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont fléchi de 5 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,6 %). Le taux des cotisations est demeuré stable en 2009, à 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (3,8 %).

Pour la période d'avril à juin 2009, les charges de programmes se sont élevées à 57,6 milliards de dollars, en hausse de 8,5 milliards (17,3 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent, sous l'effet de l'accroissement des paiements de transfert et des charges de fonctionnement de la Défense nationale.

Pour les trois premiers mois de l'exercice 2009-2010, les paiements de transfert ont crû de 8,1 milliards de dollars (24,7 %) par rapport à la période d'avril à juin 2008.

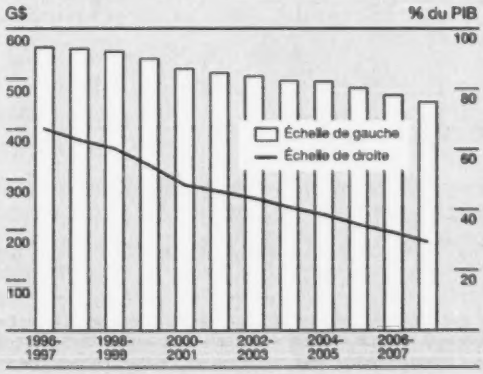
- Les principaux transferts aux particuliers ont crû de 2,2 milliards de dollars (14,7 %) d'une année sur l'autre. Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,5 milliard (5,7 %), ce qui reflète l'augmentation de la population des personnes âgées et l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont bondi de 1,7 milliard (46,9 %), en raison de la hausse du chômage et de l'amélioration des prestations mise en œuvre dans le Plan d'action économique du Canada. Les prestations pour enfants ont progressé de 16 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Solde budgétaire



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (11,2 %) sous l'effet de la croissance, prévue par la loi, du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et des paiements de péréquation, ainsi que du doublement, déjà annoncé, du transfert au titre de la taxe sur l'essence aux provinces et aux municipalités à compter du 1er avril 2009.
- Les subventions et les autres transferts ont grimpé de 4,6 milliards de dollars (78,6 %), surtout en raison du soutien accordé au secteur de l'automobile.

Les autres charges de programmes ont crû de 0,4 milliard de dollars (2,4 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard de dollars (6,3 %), l'augmentation de l'encours de la dette portant intérêt ayant été plus que compensée par la baisse du taux effectif moyen d'intérêt sur cette dette.

Besoins financiers de 33,0 milliards de dollars d'avril à juin 2009

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. À l'opposé, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 12,5 milliards de dollars et des besoins de 20,4 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à juin de l'exercice 2009-2010 s'est soldée par des besoins financiers de 33,0 milliards, comparativement à des besoins financiers de 19,6 milliards pour la même période de l'exercice précédent. La différence d'une année sur l'autre est surtout attribuable à la détérioration du solde budgétaire.

Activités nettes de financement en hausse de 7,9 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 33,0 milliards de dollars en augmentant de 7,9 milliards la dette contractée sur les marchés et en réduisant ses soldes de trésorerie de 25,1 milliards. L'accroissement de la dette contractée sur les marchés a surtout été opéré par l'émission d'obligations négociables. Le niveau des soldes de trésorerie peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre en fonction de divers facteurs, notamment les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt. Les soldes de trésorerie à la fin de juin 2009 s'élevaient à 20,0 milliards, soit 15,5 milliards de plus qu'à la fin de juin 2008.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Juin		Avril à juin	
	2008	2009	2007-2008	2008-2009
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Revenus	20 961	18 224	58 062	52 767
Charges				
Charges de programmes	-16 523	-20 679	-49 081	-57 593
Frais de la dette publique	-2 794	-2 542	-8 212	-7 696
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 644	-4 997	769	-12 522
Opérations non budgétaires	-8 553	-14 867	-20 364	-20 434
Ressources ou besoins financiers	-6 909	-19 864	-19 595	-32 956
Variation nette dans les activités de financement	-2 050	16 221	12 813	7 876
Variation nette dans l'encaisse	-8 959	-3 643	-6 782	-25 080
Encaisse à la fin de la période			4 461	19 951

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Juin			Avril à juin		
	2008	2009	Variation	2008-2009	2009-2010	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	10 009	8 906	-11,0	27 859	26 497	-4,9
Impôt sur le revenu des sociétés	3 257	2 440	-25,1	8 959	6 803	-24,1
Autres impôts sur le revenu	439	296	-32,6	1 280	1 305	2,0
Total des impôts sur le revenu	13 705	11 642	-15,1	38 098	34 605	-9,2
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 569	1 925	-25,1	6 254	4 213	-32,6
Droits de douane à l'importation	350	315	-10,0	959	833	-13,1
Taxes sur l'énergie	388	445	14,7	1 190	1 205	1,3
Autres taxes et droits d'accise	389	422	8,5	1 120	1 141	1,9
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	37	33	-10,8	111	106	-4,5
Total des taxes et droits d'accise	3 733	3 140	-15,9	9 634	7 498	-22,2
Total des revenus fiscaux	17 438	14 782	-15,2	47 732	42 103	-11,8
Cotisations d'assurance-emploi	1 542	1 582	2,6	4 954	5 082	2,6
Autres revenus	1 981	1 860	-6,1	5 376	5 582	3,8
Total des revenus budgétaires	20 961	18 224	-13,1	58 062	52 767	-9,1

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3

Charges budgétaires

	Juin			Avril à juin		
	2008	2009	Variation	2008-2009	2009-2010	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 721	2 888	6,1	8 126	8 588	5,7
Prestations d'assurance-emploi	1 148	1 596	39,0	3 630	5 331	46,9
Prestations pour enfants	994	1 004	1,0	3 036	3 052	0,5
Total	4 863	5 488	12,9	14 792	16 971	14,7
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 885	2 040	8,2	5 657	6 119	8,2
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	879	905	3,0	2 639	2 715	2,9
Total	2 764	2 945	6,5	8 296	8 834	6,5
Transferts fiscaux	1 237	1 320	6,7	4 136	4 497	8,7
Villes et collectivités du Canada	475	0	s.o	475	957	101,5
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-219	-224	2,3	-658	-672	2,1
Total	4 257	4 041	-5,1	12 249	13 616	11,2
Subventions et autres transferts						
Agriculture et Agroalimentaire	65	103	58,5	209	274	31,1
Affaires étrangères et Commerce international	129	132	2,3	611	720	17,8
Santé	156	266	70,5	536	696	29,9
Ressources humaines et Développement des compétences	468	509	8,8	693	738	6,5
Affaires indiennes et du Nord canadien	306	492	60,8	1 342	1 485	10,7
Industrie	214	199	-7,0	445	390	-12,4
Autres	528	3 382	540,5	1 982	6 090	207,3
Total	1 866	5 083	172,4	5 818	10 393	78,6
Total des paiements de transfert	10 986	14 612	33,0	32 859	40 980	24,7
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	93	88	-5,4	279	263	-5,7
Société canadienne d'hypothèques et de logement	192	207	7,8	626	501	-20,0
Autres	342	358	4,7	1 205	1 303	8,1
Total	627	653	4,1	2 110	2 067	-2,0
Défense	1 263	1 555	23,1	3 865	4 264	10,3
Tous les autres ministères et organismes	3 647	3 859	5,8	10 247	10 282	0,3
Total des autres charges de programmes	5 537	6 067	9,6	16 222	16 613	2,4
Total des charges de programmes	16 523	20 679	25,2	49 081	57 593	17,3
Frais de la dette publique	2 794	2 542	-9,0	8 212	7 696	-6,3
Total des charges budgétaires	19 317	23 221	20,2	57 293	65 289	14,0

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Juin		Avril à juin	
	2008	2009	2008-2009	2009-2010
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 644	-4 997	769	-12 522
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-278	-397	-349	-219
Autres activités d'investissement	-2 464	-5 045	-9 974	-9 507
Régimes de retraite et autres passifs	315	916	1 144	1 750
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	-4 850	-5 041	-10 585	-12 830
Opérations de change	-1 560	-5 604	-1 457	-538
Amortissement des immobilisations corporelles	284	304	857	910
Total des autres activités	-6 126	-10 341	-11 185	-12 458
Total des opérations non budgétaires	-8 553	-14 867	-20 364	-20 434
Ressources ou besoins financiers	-6 909	-19 864	-19 595	-32 956

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Juin		Avril à juin	
	2008	2009	2008-2009	2009-2010
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers	-6 909	-19 864	-19 595	-32 956
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-6 512	2 200	-1 085	11 554
Bons du Trésor	2 300	9 500	13 600	-1 000
Obligations d'épargne du Canada	-38	99	-59	160
Autres	-222	-58	-367	-64
Total	-4 472	11 741	12 089	10 650
Emprunts en devises	1 123	1 882	670	-1 015
Total	-3 349	13 623	12 759	9 635
Réévaluation de swaps de devises	1 373	2 512	81	-1 946
Escomptes non amortis des émissions obligataires	-58	97	30	239
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-16	-11	-57	-52
Variation nette dans les activités de financement	-2 050	16 221	12 813	7 876
Variation dans l'encaisse	-8 959	-3 643	-6 782	-25 080

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Phil King au 613-992-3448.
This publication is also available in English.
Août 2009